



Pays
Mali



Mis en œuvre par



Budget
349.915 €

Durée
12/2018-05/2021

Contribution aux ODDs



Mis en œuvre par



Financé par



Apprendre du projet *Inclusion des femmes et des jeunes dans la planification et la gouvernance locale par les TIC*

*L'innovation sociale numérique peut-elle soutenir les droits,
l'inclusion et l'autonomisation des femmes et des jeunes ?*

APERÇU DU PROJET

Raison

Au Mali, et plus spécifiquement dans la région frontalière de Kayes, les **femmes et les jeunes ne bénéficient pas d'un statut social équivalent à celui des hommes âgés**, en dépit de leur rôle clé dans le développement du pays et d'une population jeune, sujette à une forte émigration économique. Malgré quelques avancées, les **pesanteurs culturelles** et plusieurs formes de **résistance sociale** limitent leurs progrès vers **l'autonomisation et l'accès à la pleine citoyenneté**. Les espaces politiques où se décident les orientations stratégiques et les planifications locales restent **peu ouverts aux femmes et aux jeunes**.

Innovation sociale numérique

Dans ce contexte, l'innovation sociale numérique avait comme objectif de **partager les capacités avec les femmes et les jeunes élu.e-s ou membres d'Organisation de la Société Civile (OSC) dans la région de Kayes**, et de mettre à leur disposition des **plateformes numériques d'interpellation politique** afin d'encourager et faciliter la participation citoyenne de ce groupe peu entendu, même dans les zones rurales reculées.

La première action du projet fût de produire et mettre à disposition des OSC et des élu.e-s locaux-ales des **données sur les enjeux liés au genre et aux jeunes dans le contexte local**. Ces données ont ensuite été **vulgarisées et disséminées**, notamment par le billet de plateformes numériques et de sessions d'(in)formation dans les espaces connectés, permettant aux jeunes et aux femmes de **mieux connaître leurs droits et leur rôle dans le développement local**.

Sur base de cela, le projet a poursuivi des approches complémentaires :

Le **partage de capacités aux femmes et aux jeunes membres d'OSC et élu.e-s locaux.ales** sur les enjeux liés aux femmes et aux jeunes et à la participation citoyenne via des **sessions de formation/concertation** en présentiel et deux plateformes numériques :

- **Gafé** : application de 20 modules d'**alphabétisation standard** et 6 modules d'**alphabétisation fonctionnelle** (ex. L'équité, le genre et la gouvernance, TIC et développement local...).
- **5 MOOC** (Massive Open Online Course) mis à disposition sur la **plateforme Sahelink** - plateforme à l'initiative d'une diversité d'acteurs du développement local dans le bassin du fleuve Sénégal : politiques publiques genre et jeunesse au Mali, gestion communale, gouvernance associative, plaidoyer, leadership et participation citoyenne.

La mise à disposition de **deux applications en ligne de participation citoyenne**

- **Mon Elu** : plateforme interactive destinée aux élu.e.s et aux populations, qui leur permettent d'**être en contact** et d'**interagir via un smartphone**. Les fonctionnalités sont limitées pour une **utilisation simplifiée**. Elles incluent : pour les élu.e-s - publier des messages publics et partager des décisions du conseil ; pour les citoyen·ne·s - s'exprimer/ donner un avis, proposer une action/ un projet.
- **Xensa** : application qui permet aux citoyen·ne·s d'interpeller leurs élu.e-s et de réagir

La création de 3 lieux d'accueil et de formation : les **espaces connectés**. 3 espaces dotés d'ordinateurs, de connexion internet et de vidéoprojecteurs, et gérés par un.e animateur·rice, garantissant un **accès aux applications et à l'information**.



Du point de vue de l'approche fondée sur les droits humains (HRBA)

L'objectif de l'approche HRBA est, d'une part, de donner aux **détenteur·rice·s de droits - les femmes et les jeunes de la région de Kayes** - les moyens de revendiquer leurs droits et de participer à leur propre processus de développement. D'autre part, de partager les capacités avec les **détenteur·rice·s d'obligations - leader locaux, autorités publiques** - à respecter, protéger et réaliser ces droits.

L'hypothèse clé du projet est qu'une fois mobilisé·e·s et (in)formé·e·s sur leur rôle, sur des aspects d'organisation de la société civile et sur le numérique, les **femmes et les jeunes pourront s'approprier leur participation politique et la citoyenneté active**, notamment via les plateformes numériques de participation. Le projet s'est également attaché à influencer les représentants de la société masculins par **la (in) formation, la concertation et le plaidoyer**.



Les espaces connectés ont permis à **3476** utilisateur·rice·s d'accéder aux dispositifs proposés et de recevoir des formations (2283 prévus initialement)

Sur ces 3476 personnes, **32%** étaient des femmes et **68%** des jeunes – femmes et hommes - de moins de 35 ans. Elles ont toutes bénéficié d'un accompagnement dans la prise en main des outils

MESSAGES CLÉS

Les espaces connectés constituent des **lieux de rencontre et de formation**. Ils ont principalement été fréquentés par les jeunes – femmes et hommes de moins de 35 ans –, qui les ont utilisés pour **se former au numérique** (bureautique) et à d'autres **thématiques importantes pour leur vie professionnelle**, sur des plateformes disponibles en ligne.

Les temps de formation et concertation **en présentiel** restent importants et sont complémentaires au travail de formation aux outils réalisés par l'animateur·rice dans les espaces connectés. Ces moments d'information en présentiel permettent **d'amorcer l'utilisation des outils** et **d'augmenter la confiance des femmes et des jeunes en eux-mêmes**.

La valeur ajoutée des plateformes numériques de partage de capacités réside notamment dans la **possibilité de traduire les contenus en différentes langues locales** ; une nécessité en termes d'accessibilité pour la région de Kayes.



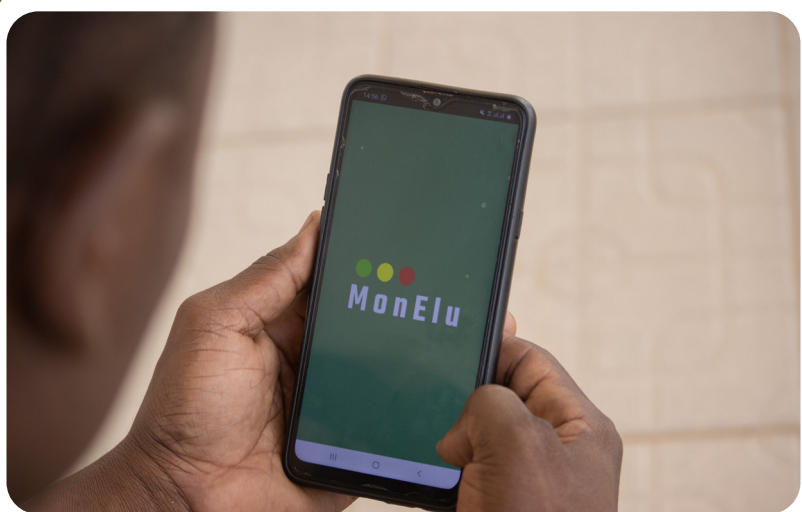
Avec le numérique les femmes prennent conscience petit à petit qu'elles sont une force, qu'elles peuvent initier et même participer au changement qu'elles souhaitent pour leur

localité

**“ Djouldé Seck,
Malienne de 39 ans de la région de Kayes**

En plus d'être des lieux de formation et de convivialité, les espaces connectés engagent les jeunes dans la construction de projets citoyens pour le futur, d'où cette notion d'échange qui

**“ est centrale dans notre approche
Mariame Doukouré,
Coordinatrice de GRDR au Mali**



Envie de lire plus de témoignages sur le projet ? 

Ou d'en voir plus en vidéo ? 



Inclusion et équité

- ▶ Les animateur·rice·s des espaces connectés ont proposé des **formations en alphabétisation numérique** afin de réduire la fracture numérique. Si la grande majorité des femmes et des jeunes disposent d'un téléphone basique voire d'un smartphone, beaucoup n'ont jamais eu l'occasion de travailler sur ordinateur.
- ▶ L'utilisation des applications et des formations en ligne nécessite un **smartphone** et surtout une **bonne connexion**, ce qui n'est pas à la portée de tous les jeunes et femmes. La création d'**espaces connectés** pallie ce problème. Toutefois, les femmes, qui assument - dans les régions concernées - la plupart du travail domestique, ont beaucoup moins utilisé les espaces connectés faute de temps.
- ▶ Une partie des utilisateur·rice·s cibles - principalement les femmes en milieu rural - demeure **analphabète**. L'outil MonElu a été adapté afin de transmettre des **messages et questions vocales via le microphone**. Toutefois, une application avec interface vocal prend beaucoup d'**espace sur un téléphone** et pose de nouveau la question de l'**accessibilité**.

Réceptivité des parties prenantes et utilisateur·rices

- ▶ Les plateformes numériques - participation citoyenne et partage de capacités - offrent une **opportunité de contact et de visibilité** entre les citoyen·ne·s et les élu·e·s et leaders. Si les femmes et - principalement - les jeunes ont interpellé leurs élu·e·s, on constate une très **faible participation** de ces derniers - principalement des hommes de plus de 35 ans - malgré les sensibilisations. Une solution technique a été de déplacer les heures de débat au samedi, où les élu·e·s sont moins occupé·e·s.
- ▶ La plupart des utilisateur·rice·s n'ont pas le **crédit téléphone** nécessaire pour assurer une connexion internet permanente. L'échange reste possible mais ceci restreint de facto le **caractère instantané des interactions sur les plateformes de participation citoyenne**.
- ▶ Les applications de participation citoyenne et plateformes de partage de capacités ont connu un succès limité. Deux raisons sont identifiées : (1) La **sociabilisation** et l'**accès au numérique** n'ont pas mené à davantage de participation citoyenne car les attentes des groupes-cibles étaient autres (2) Le **temps nécessaire** pour développer les outils de façon inclusive n'a pas permis de montrer, sur ce projet à durée limitée, si l'utilisation des outils numériques augmente avec davantage de (in)formation.

Utilisation de l'outil numérique à long terme

- ▶ Les espaces connectés continueront à être fréquentés par les jeunes car ils répondent à leurs envies et besoins de **développer des compétences numériques** à des fins privées et professionnelles.
- ▶ L'utilisation des espaces connectés est conditionnée par la présence d'animateur·rice·s, pour **sensibiliser, former et accompagner** les utilisateur·rice·s. Il s'agit donc d'**assurer ces ressources humaines** sur le long terme au niveau financier, et de s'assurer de leur présence réelle.

PERSPECTIVES

- ▶ Les espaces connectés ont été confiés, dès le lancement du projet, aux intercommunalités, qui prennent en charge les **frais de fonctionnement**, dont les ressources humaines. Toutefois, les intercommunalités dépendent souvent elles aussi de fonds externes. Des pistes sont envisagées pour rendre ces espaces connectés viables, par exemple **faire payer internet** ou **les impressions papier à bas prix** par les utilisateur·rice·s.
- ▶ Afin de valoriser les MOOC auprès de femmes et des jeunes membres d'OSC, les organisations partenaires envisagent l'**organisation de séances d'initiation aux MOOC** dans les espaces connectés existants.
- ▶ Les constats de ce projet Wehubit au Mali appellent une redéfinition des besoins et la conception des solutions impliquant les femmes et les jeunes, avec une **attention portée aux différences entre les groupes** (femmes/jeunes, urbain/rural etc). La demande tend à être davantage axée sur l'**acquisition de compétences professionnelles** et la création d'un **réseau social inclusif** pour une participation citoyenne effective.

Cette fiche d'apprentissage a été produite dans le cadre du Réseau d'échange de connaissances de Wehubit avec la collaboration de Mbarike Coulibaly, Oumar Santara (GRDR) et Tidiani Togola (Tuwindi) et le soutien du Royal Tropical Institute (KIT) Juin 2022

